

La réduction du temps de travail dans le monde : une idée qui gagne du terrain



Note de l'espace international
sur la réduction du temps de travail



La réduction du temps de travail dans le monde: Une idée qui gagne du terrain

La réduction du temps de travail serait une spécificité française. Les discours dominants tendent à le marteler et cherchent à imposer une forme de « culpabilisation » des travailleurs en France. La réalité est pourtant toute autre. Cette question est portée et posée dans de très nombreux pays, sous des formes et sous des contours qui peuvent certes paraître un peu différents, mais partout la tendance est la même : celle d'une disposition à la diminution du temps de travail.

La grande question actuelle au niveau international devrait être celle de la « convergence » des normes liées au travail.

Les technologies contemporaines qui facilitent la circulation rapide de l'information, l'ouverture des frontières, les moyens de communication modernes, la recherche d'économies d'échelle, internationalisent voire mondialisent en partie le travail, avec pour corollaire les questions qui se posent autour de l'organisation du travail.

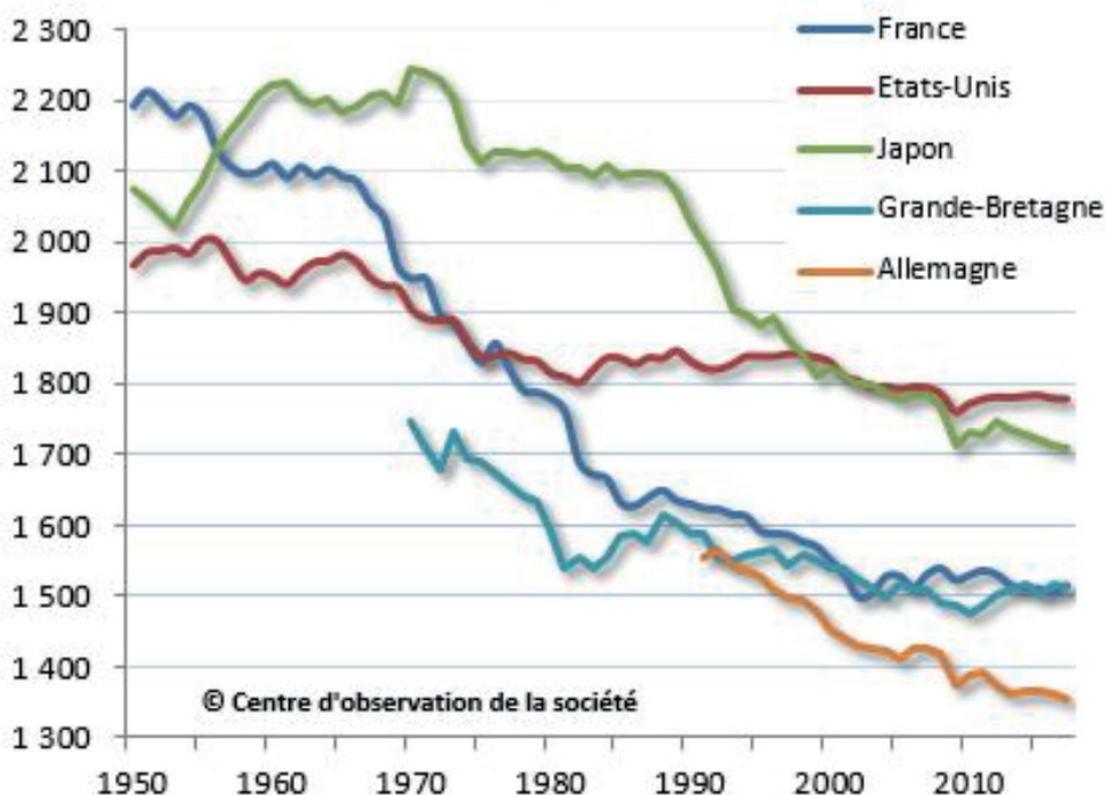
Depuis 1950, la durée annuelle du travail a baissé dans tous les pays développés. Tout d'abord sous l'effet de la salarisation de l'emploi, puis par la réduction de la durée annuelle du travail des salariés. La CGT s'inscrit pleinement dans un large mouvement historique qui a

vu le temps dédié au travail se réduire sous l'effet conjugué de l'engagement des syndicats et de la lutte des salariés. C'est le sens même du progrès social, qui a souvent été accompagné de phases de prospérité économique, ouvrant la voie à des cycles vertueux qui profitent à toute la société. En près de soixante ans, la durée du travail a baissé d'environ 25 % sur un panel des dix pays ayant un PIB par habitant parmi les plus élevés. Ce n'est certes pas suffisant mais le mouvement est enclenché. L'enjeu essentiel est de mieux répartir le travail tout en améliorant le bien-être des salariés et la préservation de l'environnement.



Le temps de travail dans les pays riches

Source : OCDE. Heures par travailleurs et par an.



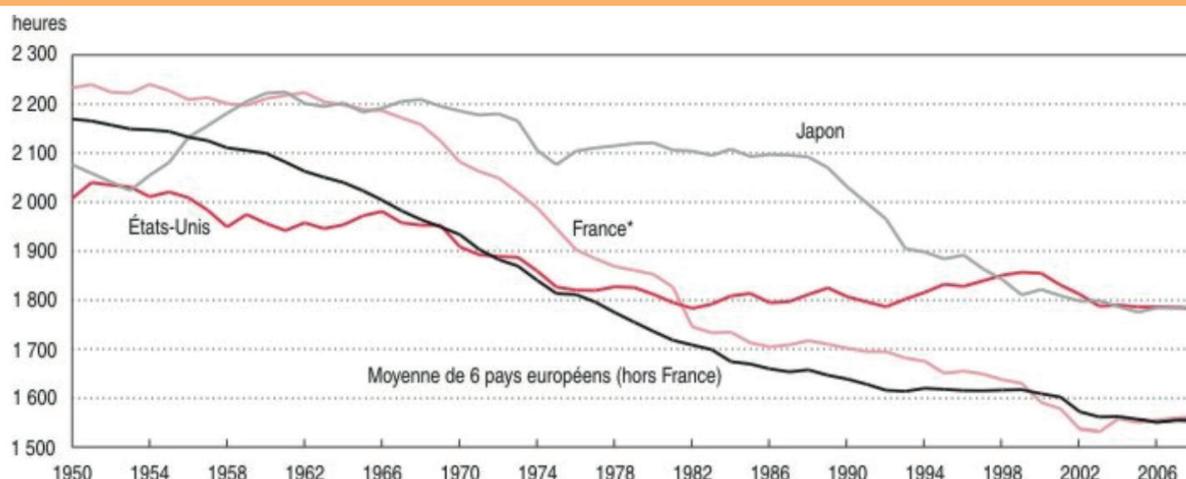
Travail et défi écologique

Mettre aujourd'hui partout dans le monde le seul travail « productif » au cœur de la vie d'un individu est un modèle dépassé, alors que les ressources de la planète

s'épuisent et que le climat se dérègle. La réduction du temps de travail doit être au cœur des débats qui nous animent. Travailler autrement, travailler moins, travailler

tous, partager le travail pour produire mieux, ce sont les principes d'un défi mondial auquel la CGT prend toute sa place.

Les durées annuelles de travail



Lecture : en 2007, la durée annuelle du travail est de 1570 heures en France et en moyenne simple de 1555 heures dans six autres pays européens (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne, Suède et Royaume-Uni).

Source : Base de données du Groningen Growth Development Center (GGDC).

Quelques chiffres sur les heures travaillées dans le monde

En 2020, les Islandais avaient travaillé en moyenne 1435 heures par an. L'Allemagne est le pays comptant le moins d'heures de travail

en 2020, avec une moyenne de 1332 heures par an. Les 27 pays de l'Union européenne se sont classés au 13^e rang mondial, avec 1513 heures

travaillées annuellement en moyenne. Aux États-Unis (35^e), les travailleurs effectuent en moyenne 1767 heures par an.

EUROPE

La prise de position du comité exécutif de la CES est on ne peut plus claire sur le sujet: « La CES demande un agenda afin de coordonner les négociations pour une réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire et des dispositions pour un contrôle du temps de travail, de la qualité de la vie professionnelle et de la sécurité des revenus en cas de maladie (indemnités de maladie) » (octobre 2020).

Cette revendication du mouvement syndicaliste européen n'est pas nouvelle: elle remonte aux années soixante-dix. Aujourd'hui l'urgence sociale et écologique est plus pressante encore, et bien du chemin a déjà été parcouru. Nous entrons dans une étape nouvelle qui doit nous conduire à accélérer un mouvement tendanciel qui partout a déjà commencé à se dessiner en Europe.

L'Islande

Plusieurs essais d'une mise en œuvre de la semaine de travail de quatre jours y ont été organisés. Un projet pilote qui a été mené dans quelques entreprises a permis d'initier un

mouvement qui semble appeler à être largement élargi et pérennisé. « Cette expérience démontre que le plus vaste projet-pilote au monde d'une semaine de travail réduite s'est traduit par un succès ahurissant », a même affirmé le responsable de l'étude. Le succès est donc total et l'Islande pourrait bien servir d'exemple à d'autres gouvernements.

Tous les salariés ont vu leur semaine de travail passer de 40 à 35 heures sans réduction de salaire et sans perte de productivité.

L'expérience a même révélé une nette amélioration générale du bien-être des travailleurs. Les niveaux de stress et d'épuisement professionnel ont diminué. À ce jour, les syndicats islandais font pression pour généraliser à tous les secteurs d'activité la semaine de quatre jours.

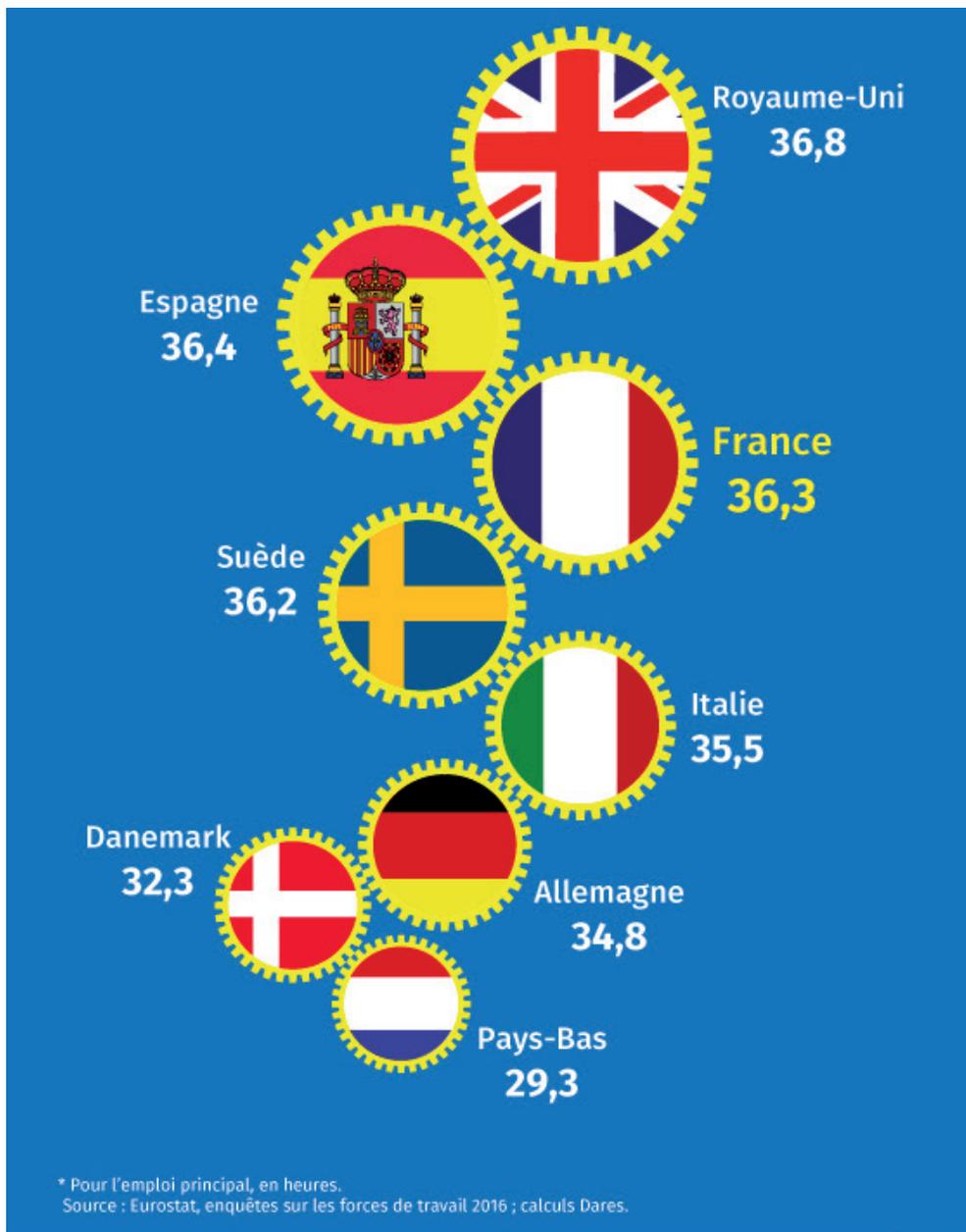
Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, l'idée d'une semaine de quatre jours bénéficie d'un large soutien et fait son chemin. Dans une lettre adressée au chancelier de l'échiquier (équivalent du

ministre des Finances et du Trésor) Rishi Sunak, les signataires – qui comprennent des syndicats, des universitaires et l'ancien président du parti travailliste Ian Lavery – ont expliqué que la semaine de travail de quatre jours apporterait de multiples avantages à la société, à l'environnement, à la démocratie et à l'économie grâce à une productivité accrue. Un sondage publié l'année dernière révélait que 63 % de la population britannique était favorable à une semaine de quatre jours de travail sans diminution de salaire.

Irlande

Le syndicat irlandais Fórsa accroît sa coopération avec les employeurs et les ONG dans le but d'arriver à un accord sur une semaine de quatre jours de travail sans perte de salaire ou de productivité. Fórsa fait partie d'une coalition d'employeurs, de syndicats, de groupes de défense de l'environnement et d'organisations féministes appelant à une transition progressive et contrôlée vers une semaine de travail plus courte dans tous les secteurs de l'économie.



vie-publique.fr | ladocumentationfrancaise.fr



Allemagne

En Allemagne, la crise sanitaire et économique a relancé le débat sur la réduction du

temps de travail. Pour préserver les emplois dans l'industrie, le syndicat IG Metall propose de passer à la semaine de quatre jours, soit 32 heures.

AMÉRIQUES

États-Unis

Aux États-Unis, pays réputé peu enclin à protéger les travailleurs, le débat est également largement ouvert. Ici, les prérogatives liées à la durée légale du travail sont du ressort des

États. La Californie a présenté récemment un projet de loi visant à réduire la semaine de travail standard qui passerait alors de 40 heures à 32 heures. Le projet s'appuie sur les exemples de succès observés partout dans le monde. L'évo-

Le débat se focalise aussi sur la solution qu'offrirait une réduction du temps de travail à la crise économique et à l'augmentation du chômage. La mise en place de la semaine de 32 heures permettrait de sauvegarder et créer de l'emploi rapidement et massivement. IG Metall propose également une compensation de salaire afin de permettre aux salariés concernés de se former sur le temps libéré, s'ils le souhaitent. Une piste qui peut une fois encore sembler intéressante.

Espagne

En mai 2021, le gouvernement espagnol a approuvé un projet pilote de trois ans et a promis 50 millions d'euros pour aider les entreprises à mettre en œuvre ces plans. Une expérimentation calquée sur ce qui a été fait en Islande va être lancée dès cet automne 2021. L'Espagne a vu son économie extrêmement fragilisée par la pandémie. Cette mesure doit aussi permettre de participer à la relance en donnant du travail au plus grand nombre et en permettant de soulager des secteurs entiers qui sont aujourd'hui en grande difficulté.

des organisations industrielles (AFL-CIO), a déclaré à son tour « qu'à mesure que les travailleurs deviennent de plus en plus productifs, nous méritons d'être mieux payés et d'avoir plus de temps libre ». « La réduction du temps de travail global sans réduction de salaire – par le biais de journées de travail plus courtes et d'une semaine de travail de quatre jours – est tout à fait logique, car elle permet de répartir les heures de travail sur un plus grand nombre de travailleurs et de minimiser le chômage. Cela pourrait être un mécanisme clé pour aider à

garantir que les avantages du progrès technologique soient largement partagés par les travailleurs » a soutenu le AFL-CIO (le AFL-CIO est le principal regroupement syndical des États-Unis. Il est membre de la Confédération syndicale internationale et de la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques).

Québec

Au Québec, les différentes expériences en cours dans le monde commencent à

mettre la question au premier plan, encore timidement cependant. Le temps de travail moyen hebdomadaire au Québec pour un emploi à temps plein était de 38,8 heures en 2020, selon Statistique Canada. Le passage aux 32 heures sans perte de salaire commence donc à faire débat, porté par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et d'autres syndicats comme la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

OCÉANIE

Nouvelle Zélande

La Nouvelle-Zélande envisage également la semaine de quatre jours pour faire repartir son économie. C'est une entreprise de gestion de fortune, Perpetual Guardian, qui s'est lancée la première dans cette expérimentation en 2018 à la suite de rapports sur la produc-

tivité dans le monde. Ici encore les résultats ont été très nets : aucune perte de productivité, des salariés qui se disent satisfaits. À la suite des effets liés à la pandémie, le gouvernement travailliste a décidé de mettre cette question au cœur de la relance économique. La semaine de quatre jours, sans perte de salaires, permettrait

de donner un coup de pouce majeur à l'emploi. La filiale néo-zélandaise du géant de l'agroalimentaire et des cosmétiques Unilever a décidé au mois de décembre 2020 de se lancer à son tour dans la réduction du temps de travail. Elle a donc mis en application la semaine de travail de quatre jours, sans baisse de salaire.

ASIE

Japon

Le Japon suit l'exemple de certains pays européens. Le pays envisage de mettre en place une semaine de travail de quatre jours. Cela peut sembler surprenant avec l'idée donnée de la culture du travail au Japon, pourtant la question se pose également avec de plus en plus d'acuité. Le

gouvernement de Yoshihide Suga a inscrit dans la directive annuelle de politique économique et budgétaire la nécessité de promouvoir autant que possible la faculté de travailler quatre jours par semaine. Il invoque un besoin d'améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. La campagne qu'a lancée l'État vise à les assurer

qu'une semaine de quatre jours est devenue une nécessité découlant de l'inexorable contraction de la population active. Des expérimentations sont menées depuis quelques années déjà dans de très grands groupes comme la banque Mizuho ou l'enseigne d'habillement Uniqlo.

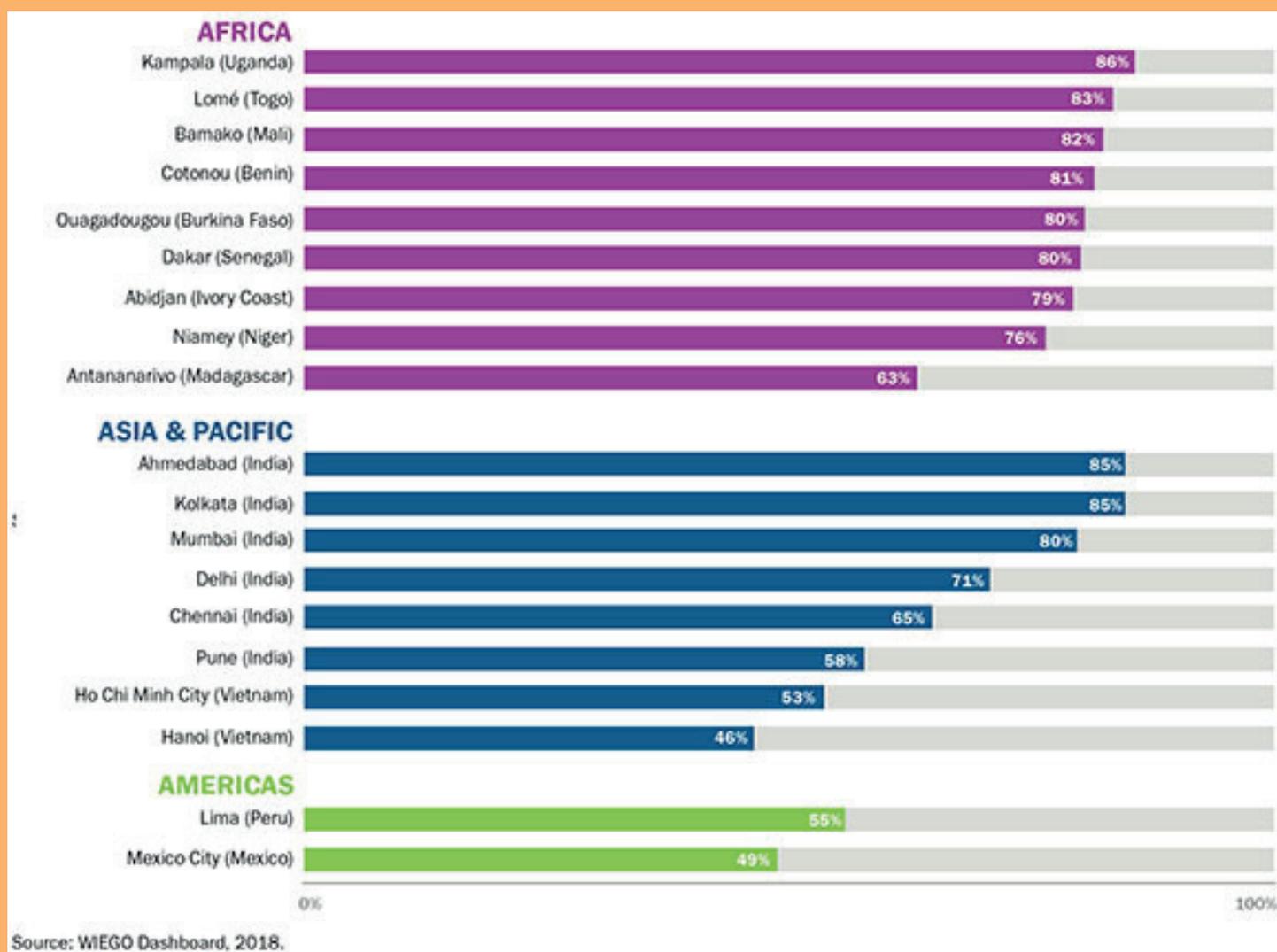
Des zones oubliées?

Certaines zones géographiques ne sont pas représentées dans ce document. Ce n'est pas un choix mais le simple reflet de la réalité. Dans de trop nombreux pays l'emploi est encore peu cadré, les

garanties sont faibles, voire inexistantes, l'urgence n'est pas alors la réduction du temps de travail, mais à la reconnaissance du travail, avec des garanties et des protections associées. Globalement, l'em-

ploi informel représente un peu plus de 60 % de l'emploi dans le monde. Dans certaines villes des pays du Sud, l'économie informelle emploie même jusque 80 % de la population active.

Part de l'emploi informel dans la main-d'œuvre urbaine, villes sélectionnées (2003-2015)



La réduction du temps de travail porte l'enjeu central d'un meilleur partage du travail et de l'amélioration des conditions faites aux travailleurs. Dans une perspective internationale nous devons également poser comme enjeu prioritaire un partage au niveau global et la conquête de droits et de sécurité pour TOUTES ET TOUS LES TRAVAILLEURS DU MONDE.

Annexe: Analyse de la CES sur un certain nombre d'expériences et projets menés en Europe

Demande croissante pour une semaine de quatre jours partout en Europe

Le syndicat danois HK Kommunal a favorablement accueilli le projet pilote de semaine de quatre jours pour le personnel des administrations locales du sud-ouest de Copenhague. Les travailleurs peuvent choisir de venir au bureau, de travailler de chez eux ou de prendre un jour de congé pour autant qu'ils continuent à prester 37 heures par semaine.

Le projet a démarré le 1^{er} septembre et se poursuivra durant les deux prochaines années. HK Kommunal a accepté une flexibilité accrue pour le personnel mais en insistant pour qu'aucun système ne soit introduit qui se révélerait être une mesure de réduction des coûts.

Par ailleurs, en Islande, pratiquement deux agents de la fonction publique sur trois interrogés à ce sujet se sont déclarés satisfaits du changement en faveur d'une semaine plus courte, les femmes y étant les plus favorables.

En Autriche, au vu du succès de la semaine de quatre jours en Islande et de l'instauration d'un droit similaire dans le secteur de la distribution en Autriche, le syndicat GPA a déclaré qu'il mettrait cette revendication au programme de ses négociations d'automne.

Selon une étude du groupe de réflexion Autonomy, près de neuf fonctionnaires écossais sur dix soutiennent une évolution vers la semaine de quatre jours. Enfin, en Irlande, sous la pression des syndicats, les employeurs prendront part à un projet pilote de semaines de quatre jours pendant une durée de six mois à partir de janvier 2022.